



Choisy-le-Roi, le 12 avril 2018

Monsieur Laurent DIEZ
Secrétaire général

à

Monsieur Edouard PHILIPPE
Premier Ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75700 Paris SP 07

Nos Réf. : LD/JG n°806/2018

Objet : Financement de la réforme ORE

Monsieur le Premier Ministre,

Le SNPTES a alerté à de nombreuses reprises Madame Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, sur la nécessité d'un investissement de l'État à la hauteur des enjeux de la réforme Orientation et Réussite des Étudiants. La mise en place de cette réforme, de par sa précipitation et son financement inadapté, non seulement fait courir un grand risque à nos futurs étudiants, mais encore, va une nouvelle fois conduire à une dégradation de nos conditions de travail. Sans un soutien massif de la communauté universitaire et un financement adapté, les objectifs de la réforme ne pourront être atteints. Pire, la situation à la rentrée prochaine pourrait être encore plus dramatique que celle que nous souhaitons tous combattre. Personne n'y gagnera.

Le SNPTES ne nie pas les investissements déjà affichés. Cependant, ils sont, pour nous, clairement insuffisants. Notre opinion n'est pas une simple posture et nous proposons, modestement, un *dimensionnement* de ce que l'État devrait investir pour répondre à son ambition d'un enseignement supérieur démocratique et performant. Ce chiffrage est exposé dans l'article que nous joignons à ce courrier et qui sera publié dans les *Cahiers de la Recherche et de la Formation* du SNPTES. Nous sommes prêts à débattre, argumentation contre argumentation, de ces montants.

Le SNPTES estime que des marges de manœuvre existent pour financer la réforme. La formation de la jeunesse et la montée en qualification de notre population sont des atouts indiscutables pour l'avenir de notre pays. Le SNPTES s'est déjà exprimé sur ces marges de manœuvre et il se propose de vous les présenter de nouveau. Il vous appartient, Monsieur le Premier Ministre de lancer très rapidement un groupe de travail sur le financement de la réforme. Mais le temps presse, le travail de fond que vous avez initié au travers d'un constat partagé peut très vite être oublié et laissé place au découragement. Il est essentiel de



redonner de la confiance et des perspectives aux étudiants et personnels de l'enseignement supérieur qui sont à bout de souffle.

Comme ceux qui demandent le retrait la loi ORE, le SNPTES est opposé à la sélection à l'entrée de l'université. Néanmoins, le SNPTES affirme avec force que cette sélection ne sera pas généralisée, si les universités sont dotées des moyens nouveaux permettant l'accueil et l'accompagnement que prévoit votre réforme. Le SNPTES ne pourra tenir cette position que si le dialogue s'engage sur un financement crédible de la réforme et que des réponses fortes sont apportées. Votre gouvernement doit comprendre que financer la formation de la jeunesse n'est pas une charge, mais un investissement. La décision de faire évoluer ce dossier favorablement vous appartient Monsieur le Premier Ministre.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'expression de ma très haute considération.

Laurent DIEZ

